

**PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE**

Installations classées pour la protection de l'environnement - Demande d'autorisation environnementale  
présentée par la société De Rijke Picardie pour l'extension de sa plateforme logistique  
Implantée sur le territoire de la commune d'Ablaincourt-Pressoir  
Ordonnance du Tribunal administratif d'Amiens n°E20000114/80 du 07/12/2020  
Enquête publique du 27/01/2021 au 10/02/2021  
Commissaire-enquêtrice Duaa ALAMAT

---

# **Procès-Verbal de synthèse du 17 février 2021**

(Articles L.214-3 et R.214 du code de l'environnement)

**Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)  
Demande d'autorisation environnementale présentée par la  
société De Rijke Picardie pour l'extension de sa plateforme logistique  
implantée sur le territoire de la commune d'Ablaincourt-Pressoir**

## **Enquête publique**

N° E20000114/80 du 07/12/2020

Du 27 janvier 2021 Au 10 février 2021

(Arrêté préfectoral du 05/01/2021 prescrivant l'enquête publique)

## **Autorité organisatrice**

Préfecture de la Somme

51 rue de la République, 80020 AMIENS CEDEX 9

## **Maître d'ouvrage**

Société De Rijke Picardie

Rue Gilles de Gennes, 80000 Péronne

## **Commissaire-enquêtrice**

Duaa ALAMAT

## PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE

Installations classées pour la protection de l'environnement - Demande d'autorisation environnementale  
présentée par la société De Rijke Picardie pour l'extension de sa plateforme logistique  
Implantée sur le territoire de la commune d'Ablaincourt-Pressoir  
Ordonnance du Tribunal administratif d'Amiens n°E20000114/80 du 07/12/2020  
Enquête publique du 27/01/2021 au 10/02/2021  
Commissaire-enquêtrice Duaa ALAMAT

---

Conformément à l'article R123-18 du code de l'environnement « *Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans un délai de huit jours, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse* ».

Le procès-verbal présente :

- I- L'objet de l'enquête
- II- L'expression du public
- III- Les questions de la commissaire-enquêtrice

### **I) Objet de l'enquête publique**

La société De Rijke Picardie a obtenu l'autorisation de construire et d'exploiter une plateforme logistique composée d'une cellule de 11 835 m<sup>2</sup> par arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 10/04/2019. L'entrepôt est en activité depuis juillet 2020.

La présente enquête concerne la demande d'autorisation environnementale présentée par De Rijke pour l'extension de son entrepôt logistique qui sera, à terme, composé de 3 cellules présentant une surface d'environ :

- 11 835 m<sup>2</sup> pour la cellule 1
- 11 785 m<sup>2</sup> pour la cellule 2
- 10 770 m<sup>2</sup> pour la cellule 3

Soit **34 555 m<sup>2</sup>** de surface de stockage sur une superficie de terrain de 79 912 m<sup>2</sup>.

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour les rubriques 1510 (entrepôt ouvert), 1530 (papiers, cartons), 1532 (bois ou matériaux analogues), 2662 (polymères) et 2663 (pneumatiques), prévu à l'article L.512-1 du code de l'environnement.

La plateforme logistique est implantée dans le pôle d'activités Haute Picardie bénéficiant d'une localisation géographique de proximité des autoroutes A1 et A29 et de la Gare TGV Haute Picardie.

### **II) Expression du public et synthèse**

L'enquête publique s'est déroulée pendant 15 jours du 27/01/2021 au 10/02/2021 à raison de 3 permanences tenues par la commissaire-enquêtrice au siège de l'enquête en la mairie d'Ablaincourt-Pressoir, à savoir :

- Le mercredi 27/01/2021 de 9 heures à 12 heures
- Le lundi 01/02/2021 de 13h30 à 17 heures
- Le mercredi 10/02/2021 de 13H30 à 17 heures

## PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE

Installations classées pour la protection de l'environnement - Demande d'autorisation environnementale  
présentée par la société De Rijke Picardie pour l'extension de sa plateforme logistique  
Implantée sur le territoire de la commune d'Ablaincourt-Pressoir  
Ordonnance du Tribunal administratif d'Amiens n°E20000114/80 du 07/12/2020  
Enquête publique du 27/01/2021 au 10/02/2021  
Commissaire-enquêtrice Duaa ALAMAT

---

La période de l'enquête s'est déroulée dans le contexte de la crise sanitaire imposant le couvre-feu à partir de 18 heures tous les jours.

Le tableau numéro 1 ci-dessous présente le décompte des observations consignées et fait apparaître le nombre de participants et le type d'expression formulée.

Le tableau numéro 2 présente, de façon synoptique, l'analyse de ces observations consignées.

### **Tableau n°1 : décompte des observations consignées**

Observations du public	
Nombre	Expression
1	Une observation a été adressée par mail, par un particulier
2	Deux personnes ont déposé chacune une observation dans le registre d'enquête
48	Une pétition a été déposée, signée par 48 personnes
1	Le maire de la commune d'Estrées-Deniécourt a déposé une observation, sous forme de délibération du conseil municipal (CM)
52	Total des observations consignées

## PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE

Installations classées pour la protection de l'environnement - Demande d'autorisation environnementale  
présentée par la société De Rijke Picardie pour l'extension de sa plateforme logistique  
Implantée sur le territoire de la commune d'Ablaincourt-Pressoir  
Ordonnance du Tribunal administratif d'Amiens n°E20000114/80 du 07/12/2020  
Enquête publique du 27/01/2021 au 10/02/2021  
Commissaire-enquêtrice Duaa ALAMAT

**Tableau n°2 : analyses des observations exprimées**

Participations	Nbre	Origine	Avis exprimé	Thèmes	Observations
<b>-Observation numérique</b>	1	Habitant de Rivery	<b>-défavorable</b>	1-Pollution atmosphérique 2-Etalement urbain	Conteste la réalisation du projet qu'il estime contraire à la déclaration du président Macron en 2019 promettant de rompre avec l'artificialisation des sols et le grignotage des terres agricoles cultivées. Souligne l'augmentation de CO <sup>2</sup> émis par le trafic et induit par tout projet logistique.
<b>Lors des permanences :</b>  <b>-Observations écrites sur le registre</b>  <b>-Observation en la forme de délibération du conseil municipal</b>  <b>-Observation en la forme de pétition locale</b>	2	Habitants d'Estrées-Deniécourt	<b>-contre les impacts du projet</b>  <b>-et propositions</b>	1-Pollution atmosphérique 2-Trafic routier 3-Vitesse excessive des poids lourds 4-Dégradation des voiries 5-Nuisances sonores 6-Dévaluation immobilière	-Proclame le droit de dormir. -Dénonce la prise en otage des habitants du village. -Alerte sur le trafic routier du au projet et ses conséquences de plusieurs ordres : 1-la pollution atmosphérique engendrée par un trafic intense qui sera aggravée 2-les nuisances sonores 3-l'insécurité due à la vitesse des poids lourds traversant le village, le danger pour la circulation des enfants de l'école, la privation de faire une balade en vélo ou d'aller sur le square en toute tranquillité 4-le déchaussement des voiries 5-la dévaluation des biens immobiliers
	48	Habitants d'Estrées-Deniécourt			Pétition contre l'impact du projet : -le trafic jour et nuit de poids lourds sur la RD79 traversant la commune d'Estrées-Deniécourt. -la vitesse excessive des poids lourds et l'insécurité pour les habitants et les enfants de l'école
		Maire d'Estrées-Deniécourt		1-Pollution atmosphérique	Alerte sur l'augmentation du trafic des poids lourds traversant la commune et empruntant les RD164 et RD79
	1	Conseil municipal d'Estrées-Deniécourt		2-Augmentation du trafic routier 3-Problème de sécurité routière	Observation sous forme de délibération du CM déposée par le maire, dirigée contre les conséquences non prises en compte par les études et engendrée par l'extension De Rijke. Le CM demande des moyens pour assurer la sécurité des enfants d'Estrées-Deniécourt.

<b>Bilan des observations :</b> <b>1 avis contre le projet</b> <b>51 avis contre l'impact du projet sur la santé humaine et l'environnement</b>
---

## PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE

Installations classées pour la protection de l'environnement - Demande d'autorisation environnementale  
présentée par la société De Rijke Picardie pour l'extension de sa plateforme logistique  
Implantée sur le territoire de la commune d'Ablaincourt-Pressoir  
Ordonnance du Tribunal administratif d'Amiens n°E20000114/80 du 07/12/2020  
Enquête publique du 27/01/2021 au 10/02/2021  
Commissaire-enquêtrice Duaa ALAMAT

---

S'agissant des statistiques de visites effectuées sur internet, la préfecture de la Somme déclare ne pas être en mesure de fournir à la commissaire-enquêtrice de données officielles sur le nombre de visites de la page dédiée à l'enquête sur son site internet.

### **III) Les questions de la commissaire-enquêtrice**

L'examen des éléments du dossier d'enquête et les observations du public reçu par la commissaire-enquêtrice génèrent un certain nombre de questions.

Des remarques et recommandations soulevées dans les avis rendus par les Personnes Publiques Associées (PPA) retiennent l'attention de la commissaire-enquêtrice.

Et afin de compléter la transparence et la bonne information du public, des réponses précises et des informations complémentaires sont attendues du maître d'ouvrage du projet, objet de la présente enquête.

#### **1) Le maître d'ouvrage apportera sa réponse et s'engage sur des mesures réelles en réponse aux observations consignées en nombre par la population locale.**

La totalité des observations dénoncent les impacts nocifs attendus par l'augmentation du trafic routier engendrée par l'exploitation logistique De Rijke sur la santé humaine et l'environnement. Ces impacts ne sont pas pris en compte dans les études de dangers pourtant appréhendés dans l'étude d'incidence au regard des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

La pétition organisée par le maire de la commune Estrées-Deniécourt et versée au registre de l'enquête réclame des solutions au problème de circulation de poids lourds dans le village. Sont joints à la pétition le nom, prénom et signature de 48 villageois.

Pour votre bonne information, vous trouverez ci-après le texte de cette pétition :

*« De plus en plus de véhicules et de poids lourds empruntent la RD79 et RD164 en provenance ou en direction de l'A1, A29, de la ZAC Haute Picardie, de Rosières et de Chaulnes.*

*La nuit comme de jour le trafic est intense et la vitesse est excessive. Pour exemple, le mercredi 3 février, entre 6h10 et 8h10, 25 poids lourds sans compter les VL sont passés sur la RD79.*

*J'ai informé les conseillers départementaux et Mr le Député. A ce jour, je n'ai pas obtenu de réponse. La commune a consulté un cabinet pour l'étude de faisabilité d'un ralentisseur de vitesse, mais cela ne résoudra pas le nombre de véhicules.*

*J'ai demandé au département la possibilité de mettre en place un comptage, mais cela reste à la charge de la commune.*

*Cette circulation intense engendre également un danger et de la pollution à proximité du RPC.*

*Quelle solution adopter pour résoudre ce problème ? »*

## PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE

Installations classées pour la protection de l'environnement - Demande d'autorisation environnementale  
présentée par la société De Rijke Picardie pour l'extension de sa plateforme logistique  
Implantée sur le territoire de la commune d'Ablaincourt-Pressoir  
Ordonnance du Tribunal administratif d'Amiens n°E20000114/80 du 07/12/2020  
Enquête publique du 27/01/2021 au 10/02/2021  
Commissaire-enquêtrice Duaa ALAMAT

---

Le bilan de l'enquête fait état d'un trafic actuel important de poids lourds dans la commune d'Estrées-Deniécourt qui sera aggravé après l'exploitation de l'extension et le passage prévu de 100 camions par jour, soit 200 mouvements supplémentaires de chargement et de déchargement dans la ZAC.

**Le maître d'ouvrage apportera sa réponse quant aux mesures en respect de la séquence ERC qu'il entend apporter pour Éviter, sinon Réduire, le cas échéant, Compenser les atteintes estimées sur l'environnement et précisera la solution quant aux conséquences suivantes :**

- La pollution atmosphérique
- L'insécurité des habitants des villages traversés, tout particulièrement les enfants
- La privation de la quiétude des habitats
- La pollution sonore et visuelle
- La dégradation des voiries et salissure des bâtiments, abords et terrain
- La dévaluation immobilière

**2) Le maître d'ouvrage apportera sa réponse et s'engage sur les points suivants soulevés par les autorités et les Personnes publiques associées**

### A- L'avis du service départemental d'incendie et de secours de la Somme (SDIS80)

Dans son rapport rendu en date du 19/08/2020 après étude de la demande d'autorisation présentée par De Rijke, le SDIS émet un avis favorable au projet assorti de réserves :

1- « *En cas d'incendie généralisé à une cellule, selon la modélisation flumilog, les voies engins seraient touchées en quasi intégralité par les flux des 5kW/m<sup>2</sup>.*

*Au regard de la configuration foncière du projet, le SDIS a demandé que des aires de retournement soient aménagées en amont et en aval de chaque zone soumise au flux des 5kW/m<sup>2</sup> et a signifié à l'exploitant, lors d'une réunion avec la DREAL de la Somme, que dans ces conditions et en applications de l'article 1 de l'arrêté du 11 avril 2017, **le SDIS pourrait, en cas de sinistre, être confronté à une impossibilité opérationnelle de limiter la propagation d'un incendie.** »*

La valeur du flux des 5kW/m<sup>2</sup> est d'effet létal sur l'homme. Ce flux thermique calculé par modélisation dans le rapport flumilog affecte les voies engins de secours en cas d'incendie en condition extrême, rendant impossible l'intervention des pompiers.

Pour information, l'arrêté du 29 septembre 2005 définit les valeurs de référence pour l'évaluation de la gravité des conséquences d'accidents potentiels relatifs aux installations classées démontrées dans le tableau ci-après.

## PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE

Installations classées pour la protection de l'environnement - Demande d'autorisation environnementale  
présentée par la société De Rijke Picardie pour l'extension de sa plateforme logistique  
Implantée sur le territoire de la commune d'Ablaincourt-Pressoir  
Ordonnance du Tribunal administratif d'Amiens n°E20000114/80 du 07/12/2020  
Enquête publique du 27/01/2021 au 10/02/2021  
Commissaire-enquêtrice Duaa ALAMAT

---

Seuils d'effets de référence en kW/m <sup>2</sup>	Effets sur l'Homme	Effet sur les structures
3	Effets irréversibles (zone de danger significatif)	/
5	Effets létaux (zone de danger grave).	Destructions significatives de vitres
8	Effets létaux significatifs (zone de danger très grave)	Effets dominos et dégâts graves sur les structures
16	/	Dégâts très graves sur les structures, hors structure béton,
20	/	Dégâts très graves sur les structures béton

### Les valeurs exprimées sous forme de seuils d'effets

2- L'amendement de 20 prescriptions complémentaires aux mesures de prévention et de défense incendie présentées par De Rijke. Celles-ci résultent de l'analyse des risques limitée aux dispositions constructives et plus généralement aux éléments qui risquent de :

- mettre en péril la sécurité des usagers du bâtiment, des bâtiments tiers ou des sapeurs-pompiers chargés d'y intervenir
- ne pas permettre l'intervention des secours dans les conditions minimales requises à leurs missions de protection des personnes, des biens et de l'environnement.

**Conformément à l'avis du SDIS, et nonobstant les mesures de sécurité déployées dans l'entrepôt logistique De Rijke (dispositif sprinkler, ...), la réponse du maître d'ouvrage est attendue sur :**

- Les mesures correctives de mise en conformité des voies engins pour remédier à l'impossibilité opérationnelle des SDIS de limiter la propagation d'un incendie sur le site.**
- La réponse aux prescriptions de sécurité signifiées dans l'avis rendu par le SDIS.**

### B- La délibération du conseil municipal de la commune d'Estrées-Deniécourt

En date du 23/01/2021, le conseil municipal de la commune d'Estrées-Deniécourt s'est réuni en quorum complet pour débattre de l'impact de l'agrandissement de la plateforme De Rijke sur la ZAC Haute Picardie. Le corpus de la délibération est fidèlement transcrit ci-après :

*« Monsieur le maire souhaite attirer l'attention des membres du conseil municipal sur l'agrandissement de la société De Rijke sur la ZAC Haute Picardie et plus précisément sur le passage important de poids lourds qui va augmenter très considérablement sur le RD164 et RD79.*

## PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE

Installations classées pour la protection de l'environnement - Demande d'autorisation environnementale  
présentée par la société De Rijke Picardie pour l'extension de sa plateforme logistique  
Implantée sur le territoire de la commune d'Ablaincourt-Pressoir  
Ordonnance du Tribunal administratif d'Amiens n°E20000114/80 du 07/12/2020  
Enquête publique du 27/01/2021 au 10/02/2021  
Commissaire-enquêtrice Duaa ALAMAT

---

*A l'appui de la délibération de ce jour, monsieur le maire demande l'autorisation au conseil municipal de joindre un document sur le cahier de doléances mis en place lors de l'enquête publique.*

*Il lit ce courrier :*

*Après consultations concernant l'extension de la plate-forme De Rijke, en notre qualité d'élus, nous nous interrogeons sur les conséquences d'une telle extension que nous jugeons, cependant utile. Nous souhaitons, donc, attirer votre attention, sur le trafic routier desservant cette entreprise. Lors de la première enquête publique, il était précisé, qu'il y aurait le passage de quelques poids lourds sur les routes départementales 164 et 79 pendant une durée de 24 heures. Lors de cette deuxième consultation, il est signalé que les poids lourds (environ 100 par jour) emprunteront principalement les autoroutes mais que le trafic évoluera de manière plus importante sur les routes internes du pôle d'activités. Les élus souhaitent avoir une réponse plus précise sur le nombre de passage de poids lourds journaliers empruntant les routes 164 et 79 et la commune d'Estrées-Deniécourt.*

*N'y a-t-il pas là le risque de retrouver ces poids lourds et ces véhicules légers sur les routes départementales 164 et 79 qui sont, déjà, actuellement très empruntées ?*

*Y'aurait-il des moyens de mise en œuvre pour la sécurité des enfants à proximité du RPC situé à Estrées-Deniécourt ?*

*Les membres du conseil municipal précisent qu'il serait, également, souhaitable de mettre en place une signalétique au niveau du rondpoint à la sortie de Deniécourt en allant sur Chaulnes.*

*Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide :*

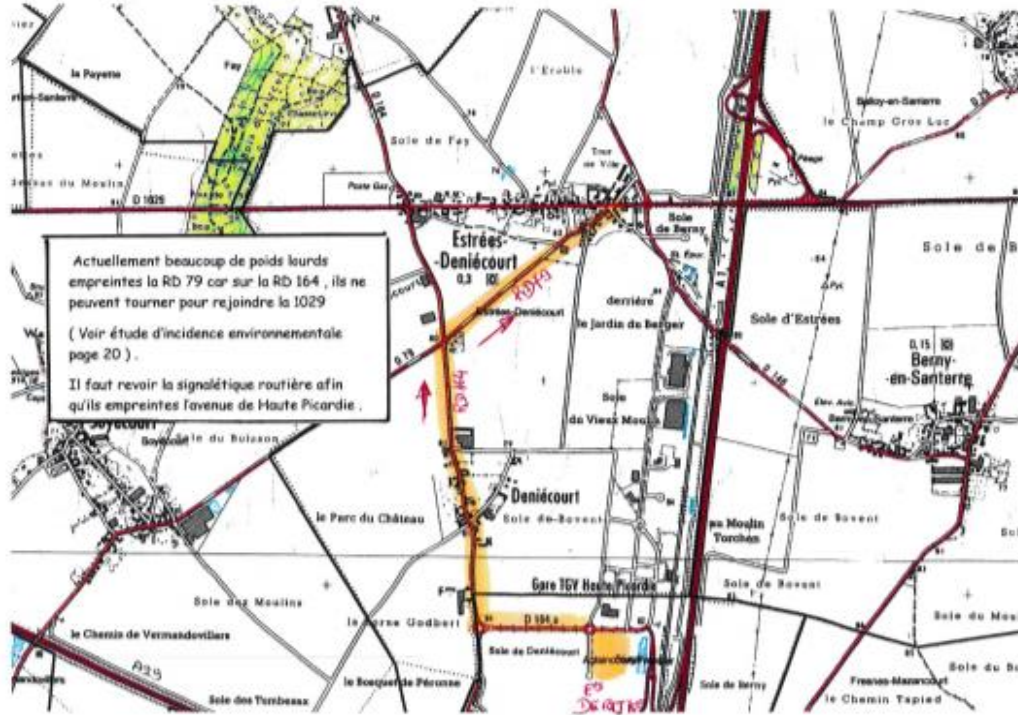
- D'autoriser monsieur le maire à porter cette motion sur le cahier de doléances lors de la présence de la commissaire-enquêtrice chargée de cette opération. »*

Est annexé à la délibération, le plan routier exposé ci-après qui démontre la proximité des voies RD164 et RD79 du pôle d'activités. D'après monsieur le maire, les poids lourds empruntent la RD79 traversant le centre du village car ils ne peuvent pas tourner à l'injonction de la RD164 pour rejoindre la RD1029.



## PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE

Installations classées pour la protection de l'environnement - Demande d'autorisation environnementale  
présentée par la société De Rijke Picardie pour l'extension de sa plateforme logistique  
Implantée sur le territoire de la commune d'Ablaincourt-Pressoir  
Ordonnance du Tribunal administratif d'Amiens n°E20000114/80 du 07/12/2020  
Enquête publique du 27/01/2021 au 10/02/2021  
Commissaire-enquêtrice Duaa ALAMAT



**Plan des accès routiers au pôle d'activités Haute Picardie, document annexé à la délibération**

Dans la demande d'autorisation, l'étude de dangers ne reprend pas l'étude des risques engendrés par l'augmentation, pourtant annoncée dans l'étude d'incidence, du trafic routier conformément au 10° du I de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement qui dispose « le demandeur fournit une étude de danger qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. ... Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. »

**A la vue de ces éléments, le maître d'ouvrage apportera à la connaissance du public :**

- a. La raison pour laquelle l'impact du trafic routier a été minimisé dans l'étude d'incidence et occulté de l'étude de dangers.
- b. La réponse du maître d'ouvrage à la délibération et aux revendications constructives formulées par le conseil municipal.

**3) Le maître d'ouvrage affirmera son engagement pour la création de 60 emplois pérennes directs sur le site De Rijke Ablaincourt-Pressoir, et précisera le nombre d'emplois**

## PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE

Installations classées pour la protection de l'environnement - Demande d'autorisation environnementale  
présentée par la société De Rijke Picardie pour l'extension de sa plateforme logistique  
Implantée sur le territoire de la commune d'Ablaincourt-Pressoir  
Ordonnance du Tribunal administratif d'Amiens n°E20000114/80 du 07/12/2020  
Enquête publique du 27/01/2021 au 10/02/2021  
Commissaire-enquêtrice Duaa ALAMAT

en création ou en pérennisation d'emplois indirects pendant la phase de chantier et d'exploitation du projet, les intitulés des postes pourvus et les objectifs calendaires.

Conformément aux dispositions de l'article R123-18 du code de l'environnement précité, le responsable du projet dispose d'un délai de 15 jours pour produire ses observations.

Fait à Amiens, le 17 février 2021,

La commissaire-enquêtrice,

 **M<sup>me</sup> Duaa ALAMAT**  
**Commissaire Enquêteur**

Duaa ALAMAT

Le directeur général de la société De Rijke Picardie monsieur Nicolas RAVIER représenté par le directeur logistique monsieur Marc GROSHENRY, reconnaît avoir reçu le mercredi 17/02/2021 un exemplaire du procès-verbal de synthèse composé de 10 pages.

(Cachet et signature)

